

Termes de référence : Etude portant sur « La contribution du volontariat international d'échange et de solidarité aux enjeux environnementaux »

I. Contexte et justification

1. Contexte général

Depuis plusieurs années, un fort désir d'engagement à l'international est observé parmi les citoyens, en particulier les jeunes. Pour preuve, si on leur donnait l'opportunité de s'engager prochainement dans une cause solidaire à l'international, près d'un Français sur deux envisagerait de le faire (47 % dont 10 % certainement), un score en nette progression depuis 2017 (+17 points). 82 % d'entre eux seraient intéressés par un engagement en lien avec l'environnement et le climat.¹

Les volontaires sont notamment mobilisés à travers le monde, et en France dans le cadre de la réciprocité, sur des missions en lien avec la protection de la biodiversité, la préservation des habitats naturels, le développement d'énergies renouvelables, l'agroécologie, la gestion des déchets, des problématiques liées à l'accès à l'eau et l'assainissement, la sensibilisation du grand public, des projets de recherche en lien avec la gestion durable des écosystèmes naturels, etc.

Via la mobilisation et l'engagement des citoyens dans la réponse à l'urgence climatique et sanitaire, France Volontaires, ses membres et ses partenaires, créent des **passerelles entre politiques climatiques, politiques jeunesse et politiques internationales** et mènent des projets concrets sur le terrain, en plaçant les populations au cœur des réflexions et des actions. Ils développent des partenariats et des missions de qualité pour la résilience des communautés et des écosystèmes vulnérables.

Tant à l'échelle internationale que nationale, le volontariat tout comme les enjeux environnementaux représentent des enjeux clés dans la définition des politiques publiques :

- Le 5 mai 2023 s'est tenu le Conseil présidentiel du développement (CPD), présidé par le président de la République Emmanuel Macron, au cours duquel plusieurs orientations stratégiques ont été arrêtées pour la mise en œuvre de l'action solidaire de la France à l'international. A cette occasion, une initiative d'envergure a été annoncée par le président de la République, visant à mobiliser les jeunes autour des objectifs prioritaires de la politique de solidarité internationale. Ce programme ambitionne de créer plus de **2600 missions de volontariat de solidarité internationale** d'ici 2027, auprès d'administrations étrangères et d'organisations de la société civile.
- Lors de son discours de politique générale, le 30 janvier 2024, le Premier ministre, Gabriel Attal, a évoqué le lancement d'un **service civique écologique** visant 50.000 jeunes « *prêts à s'engager concrètement dans la lutte pour le climat* » d'ici 2027. Le 09 avril 2024, Christophe Béchu, ministre de la Transition écologique et Sarah El Haïry, ministre déléguée chargée de l'enfance, de la jeunesse et des familles, ont officiellement lancé l'initiative à destination des

¹ Ces chiffres sont extraits du sondage « Les Français et le volontariat international ». Sondage OpinionWay pour France Volontaires, novembre 2023

16-25 ans (et jusqu'à 30 ans pour les personnes en situation de handicap). Les volontaires pourront « *s'accomplir dans une mission au service de la planète* » auprès d'associations, collectivités territoriales, institutions publiques et entreprises publiques de la transition écologique. Le ministre Christophe Béchu a invité les acteurs du Service Civique écologique à « *assumer la dimension internationale avec France Volontaires, en remettant du lien humain dans la diplomatie environnementale grâce au volontariat* ».

2. La plateforme France Volontaires et les enjeux environnementaux

a) Présentation de France Volontaires et de ses membres

➤ Rôle de la plateforme

[France Volontaires](#), opérateur du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, réunit l'État, des collectivités territoriales et des associations autour d'une mission d'intérêt général : le développement et la promotion des volontariats internationaux d'échange et de solidarité, reconnu par la [loi du 4 août 2021](#) comme **levier transversal d'action de la politique de développement solidaire de la France**. La plateforme s'appuie sur une présence en France (métropole et territoires d'outre-mer) et sur un réseau de 24 Espaces Volontariats en Afrique, Asie, Amérique latine/Caraïbes, au Moyen-Orient et en Océanie.

France Volontaires facilite dialogue et collaboration entre 38 **associations**, l'**État** (ministères de l'Europe et des Affaires étrangères, de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire, Éducation nationale et de la Jeunesse, ministère de l'Intérieur et des Outre-mer; ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique), 9 **collectivités territoriales** et associations représentatives ([liste complète ici](#)), œuvrant ensemble pour la promotion du volontariat international d'échange et de solidarité (VIES) dans le cadre d'une mission d'intérêt général.

➤ Présentation du VIES et des différents types de volontariat

Même si certains questionnements porteront sur le parcours d'engagement global des individus, l'étude sera focalisée sur le volontariat international d'échange et de solidarité (VIES).

Le VIES est une forme d'engagement qui regroupe différents dispositifs de volontariat. Il permet aux citoyens d'accomplir des missions de développement et de solidarité dans le monde, sur des périodes variant de quelques semaines à plusieurs années. Il est coconstruit et mis en œuvre avec des associations partenaires, des fondations ou des collectivités territoriales.

Il recouvre une grande diversité de réalités qui permet à chacun d'être volontaire selon son profil :

- **Le volontariat d'initiation et d'échange** concerne les jeunes et les personnes qui s'engagent pour la première fois dans la solidarité internationale pour une courte durée, notamment via les chantiers de solidarité internationale ou le service civique.
- **Le volontariat d'échange et de compétences** s'adresse aux personnes en activité ou à la retraite qui se mobilisent pour des missions d'expertise sur des périodes relativement courtes, tels que, par exemple, le congé de solidarité et le volontariat senior.
- **Le volontariat de coopération et d'appui au développement**, et notamment le volontariat de solidarité internationale (VSI), permet de s'engager sur une période longue pour une mission dans le domaine de la coopération au développement. Il permet de construire de manière partenariale et réciproque des missions utiles à la mise en œuvre de politiques publiques, au

développement de la coopération décentralisée et au renforcement des liens entre les sociétés civiles.

➤ **France Volontaires dans les réseaux internationaux de volontariat**

France Volontaires est membre de **FORUM** (Forum International du Volontariat pour le développement), le plus important réseau mondial d'organisations de coopération volontaire internationale. Il a pour ambition de permettre le partage des informations, de développer de bonnes pratiques et d'encourager la coopération et l'entraide entre ses membres. France Volontaires siège au Conseil d'Administration et préside le groupe dédié à la recherche ([Forum RPPL group](#)). Les rencontres annuelles et publications communes attestent de la volonté partagée des membres de valoriser la contribution des volontaires aux enjeux environnementaux et sociétaux de notre temps, notamment en lien avec l'Agenda 2030. En 2023, FORUM a également mis en place un groupe de travail dédié à la lutte contre le changement climatique, qui vise à informer et mobiliser les membres de l'organisation sur les travaux de recherche et les pratiques liés à ce défi majeur.

Volunteer Groups Alliance (VGA) est une coalition de plus de 80 organisations et réseaux travaillant dans plus de 150 pays qui contribuent au développement durable par le biais du volontariat sous toutes ses formes. VGA s'est constituée en 2013 à la suite d'une réunion des parties prenantes du programme des Volontaires des Nations Unies (VNU) et de la conférence annuelle d'IVCO pour plaider en faveur du soutien et de la reconnaissance du volontariat dans les Objectifs de développement durable (ODD). France Volontaires est un membre actif de VGA, et a contribué avant 2015 au plaidoyer qui a permis aux volontaires et organisations de volontariat d'être reconnus comme parties prenantes de l'Agenda 2030. France Volontaires a depuis lors grandement contribué à la reconnaissance des organisations de volontaires et la contribution des volontaires aux ODD.

Tous les ans à l'occasion du Forum Politique de Haut Niveau, des pays présentent leurs Revues nationales volontaires (RNV) qui permet d'assurer un suivi de l'état d'avancement de l'atteinte des ODD dans les pays, ainsi que de mettre en lumière les bonnes pratiques et les leçons à tirer. France Volontaires, ses partenaires locaux et internationaux contribuent chaque année aux RNV afin de garantir la mention du rôle du volontariat dans la réalisation de l'Agenda 2030.

b) Le VIES et les enjeux environnementaux

Entre 2019 et 2022, 403 missions de VSI (Volontariat de solidarité internationale) et 452 missions de service civique à l'international étaient directement en lien avec l'environnement. A titre indicatif, voici quelques exemples de missions développées par les membres de la plateforme France Volontaires :

- Appui au développement de la randonnée écotouristique et appui à la santé, aux Comores, dans le cadre d'un [service civique international](#) de sept mois
- Recherche et appui des activités agricoles, en Bolivie, dans le cadre d'un [volontariat de solidarité internationale](#) durant un an
- Formation aux techniques de restauration des forêts et des terres agricoles, au Togo, dans le cadre d'un [volontariat d'échange et de compétences](#) pendant deux semaines

France Volontaires, ses membres et ses partenaires développent aussi des projets d'envergure qui s'inscrivent dans les enjeux environnementaux tels que :

- Le projet [V-Forêts](#), soutenu par le ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères, vise à la préservation des écosystèmes forestiers dans le Bassin du Congo. Annoncé lors du [One Forest](#)

[Summit](#) par les présidents français et gabonais, il a été coconstruit avec les jeunes du continent africain représentées, en amont du sommet, lors du One Forest Youth Initiative. Trois membres de la plateforme, Gescod, la DCC et Planète Urgence font partie des lauréats. Cette initiative prend le relais de EUAV [Forests](#) un projet piloté par France Volontaires et soutenu par la Commission européenne à travers la mobilisation de Volontaires de l'aide humanitaire de l'UE entre 2019 et 2022.

- Le programme [Volontaires pour la Grande Muraille Verte](#) (2023-2025), qui vise à soutenir des projets impactants menés dans 4 pays du Sahel contre la désertification et la sécheresse à travers la mobilisation de formes complémentaires de volontariat internationaux ou nationaux. Six membres de France Volontaires sont impliqués dans le projet : AgirABCD, Gescod, DCC, Ifaid, la Guilde et le SCD. Au total, 70 volontaires seront déployés sur une trentaine de projets répartis dans quatre pays : le Sénégal, la Mauritanie, Djibouti et le Tchad.
- Depuis 2007, [Planète Urgence](#) est engagée dans la préservation des forêts et de la biodiversité. Les projets menés consistent à accompagner des organisations locales conciliant développement économique local et protection de l'environnement pour accroître la résilience des communautés au changement climatique. En 2022, 184 volontaires ont été déployés, tous dispositifs confondus. L'organisation propose des formules permettant de s'engager tout au long de la vie via le Volontariat de Solidarité International (VSI) et le Service Civique International (SCI) mais aussi le congé solidaire, la mission solidaire et le e-volontariat.
- Le programme [PrODDige](#), développé par le Service de Coopération au Développement (SCD), permet à des jeunes issus de différents pays du monde (France, Argentine, Bénin, Burkina Faso, Gabon, Haïti, Maroc, Pérou, Rwanda, Sénégal, Togo et Tunisie) de s'engager individuellement et collectivement dans une mission de volontariat pour contribuer à la réalisation des ODD en Auvergne-Rhône-Alpes, tout en portant les enjeux et défis de la transition écologique et solidaire auprès du grand public.

L'étude se basera sur l'analyse d'un large éventail de projets développés par France volontaires et ses membres. Parmi les différents programmes listés ci-dessus à titre d'exemple, certains sont consacrés directement à l'environnement tandis que d'autres le sont indirectement. Ces derniers, bien qu'ils ne traitent pas explicitement d'écologie, participent néanmoins implicitement à la question de la prévalence de modèles durables, comme le démontrent les logiques de durabilité environnementale.

3. Le programme d'études collaboratif de France Volontaires

a) Définition du programme d'études

A travers la production de données et d'études, la plateforme France Volontaires a pour objectif d'évaluer l'impact et l'utilité sociale du volontariat afin d'éclairer la situation du secteur pour accompagner ses évolutions. Autour d'un programme d'études collaboratif, France Volontaires développe une fonction d'observation partagée, associant pleinement les membres et partenaires. Cette approche s'étend de la sélection des sujets jusqu'à la réalisation des études, en passant par l'approfondissement des problématiques et la proposition d'une méthodologie.

Depuis 2019, plusieurs travaux ont vu le jour, notamment les études portant sur [La contribution du volontariat international à l'Agenda 2030](#) et sur [La réciprocité dans le volontariat international d'échange et de solidarité](#), ou encore le [rapport d'évaluation du dispositif de volontariat de solidarité internationale](#).

France Volontaires et ses membres visent à établir un ensemble d'analyses partagées, reposant sur leurs valeurs, visions et modes d'action communs.

France Volontaires a également lancé en novembre 2022 un **groupe de travail dédié à la transition écologique du secteur du VIES** afin de mener une réflexion collective des acteurs sur ce sujet. Les résultats de ces travaux collectifs ont été présentés sous la forme d'une [boîte à outils](#). Ainsi, à travers l'analyse d'actions et de projets déjà réalisés par des acteurs du volontariat ou d'autres secteurs, cette boîte à outils propose divers leviers d'actions opérationnels afin d'accompagner les acteurs du VIES dans la mise en place de solutions concrètes pour renforcer leur engagement environnemental.

Une réunion du comité d'orientation du programme d'études s'est tenue le 13 décembre 2023, réunissant plus d'une quinzaine de membres de la plateforme. Ce temps riche en échanges a permis d'identifier les trois prochains sujets d'études qui seront menés sur les années à venir, dont la contribution des volontariats internationaux d'échange et de solidarité aux enjeux environnementaux et de transition écologique, choisi comme **projet prioritaire par les membres de France Volontaires**.

b) Lancement de la dynamique sur l'étude autour des enjeux environnementaux

Une dizaine de membres de France Volontaires se sont réunis le 14 février 2024, au cours d'une première séance de travail, afin de déterminer le périmètre et affiner le cadrage méthodologique de l'étude. Des membres du collège associatif (AIME, CLONG-Volontariat, Fidesco, Fonjep, Planète Urgence, Scouts et Guides de France) et de l'Etat étaient présents (ministère de l'Education nationale et de la Jeunesse et ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères). Anne Le Naëlou, maîtresse de conférence en sociologie à l'Université Paris I et personnalité qualifiée du GIP France Volontaires, accompagne également cette démarche.

Plus précisément, les grands objectifs de ce projet d'études consistent à :

- Poursuivre les travaux d'analyse de France Volontaires visant à la reconnaissance du volontariat sur les enjeux environnementaux
- Produire de la connaissance visant à alimenter les agendas nationaux et internationaux, visant à faire reconnaître le VIES comme partie intégrante des solutions, contribuant positivement aux enjeux environnementaux
- Développer au sein du secteur du VIES des argumentaires spécifiques à ce sujet via des **données objectives qualitatives et quantitatives**
- Construire une **méthodologie d'étude collaborative** associant les membres tout au long du processus.

II. Le cadrage de l'étude

1. Objectifs et résultats attendus

En produisant des premières données communes à l'échelle de la plateforme de France Volontaires, cette étude permettra d'explorer les diverses façons dont le volontariat peut contribuer et influencer sur les enjeux environnementaux, à travers les programmes et missions de volontariat. Seront également abordés les effets du volontariat sur l'environnement à leur retour en France, en lien avec le parcours d'engagement des individus, tant d'un point de vue personnel que professionnel.

En affinant la mesure de la contribution du volontariat aux enjeux environnementaux, cette étude viendra étendre la production de connaissances sur le sujet tout en valorisant la contribution quotidienne **des volontaires aux objectifs de développement durable, en France, dans les pays**

partenaires, ainsi que dans le cadre onusien. Elle reposera sur deux piliers : une récolte d'informations (témoignages, exemples de missions etc.) et une analyse (sélection d'indicateurs, mesure des effets, co-construction de résultats).

Grâce aux leçons apprises et aux datas générées, ce travail viendra ensuite alimenter les actions de plaidoyer et de relations institutionnelles, ainsi que de valorisation du volontariat.

2. Définitions

L'élaboration du cadrage de l'étude repose sur deux hypothèses, largement partagées au sein du secteur du VIES, qui seront plus amplement explicitées dans les deux sous-parties suivantes. Ces postulats relèvent principalement de la connaissance située, intuitive de l'ensemble des parties prenantes du secteur sur la question des effets du volontariat sur les questions environnementales. Cette étude sera l'occasion de plus amplement confronter cette vision aux résultats de l'analyse.

Ainsi, il est largement considéré que le secteur du volontariat international d'échange et de solidarité propose aux citoyens une diversité de missions intégrées dans le cadre d'un parcours d'engagement, Cette diversité d'actions permet aux citoyens, en fonction de leurs compétences et aspirations, d'intervenir sur un champ d'action varié en lien avec les différents enjeux environnementaux auxquels nous faisons face.

Pour approfondir ces notions, France Volontaires a préparé une revue de littérature, dont cette sous-partie est issue. Tous les éléments collectés par France Volontaires, dans le cadre de sa recherche bibliographique, seront remis aux consultants sélectionnés. Il est demandé aux candidats d'inscrire leurs propositions méthodologiques dans ce cadre réflexif.

a) Un ensemble de programmes et de missions contribuant aux enjeux environnementaux

Le cœur de cette étude visera entre autres à observer et rendre compte des différentes façons pour le volontaire de contribuer aux enjeux environnementaux et ce, dans un contexte de crise sans précédent.

Les membres du groupe de travail ont choisi d'inscrire l'étude dans le cadre politique et analytique des ODD. Toutefois, au vu de la recherche existante et des enjeux environnementaux actuels, il apparaissait essentiel de rappeler l'interconnexion des enjeux via le principe de durabilité environnementale².

Ce concept consiste à répondre aux besoins humains sans compromettre la capacité de la planète à soutenir la vie. Loin de se limiter à la préservation des ressources naturelles, la durabilité environnementale est fondamentale pour la réduction de la pauvreté, le développement humain et le bien-être.

² En 2011, lors de la 64e Conférence du Département de l'information des Nations Unies et des organisations non gouvernementales, plus de 1300 représentants d'ONG ont approuvé la Déclaration soulignant le lien fondamental entre le volontariat et la durabilité environnementale. Cette déclaration appelle les gouvernements à garantir l'intégration de cette forme d'engagement citoyen dans tous les plans mondiaux, nationaux et locaux visant à mettre en œuvre le développement durable.

Si le cadre global de l'étude et l'approche méthodologique sont basées en priorité sur les enjeux environnementaux en lien avec les ODD, les consultants pourront – où cela semble pertinent – faire le lien avec les questions de transition écologique.

b) Le volontariat comme pouvoir d'agir tout au long de la vie

Dans la [Charte du Volontariat International d'Échange et de solidarité](#), signée en 2009 et fruit d'une concertation avec les membres de la plateforme France Volontaires, la notion de parcours d'engagement est fondamentale :

« Accompagner les volontaires à leur retour en les incitant à valoriser cette expérience dans leur parcours professionnel et citoyen ; pour faciliter leur réinsertion professionnelle à travers la valorisation des acquis de l'expérience, et les inciter à inscrire leur expérience dans un parcours de citoyenneté. »

Les multiples opportunités de volontariat appuient les capacités d'engagement des individus et des groupes en développant des savoir-être et des savoir-faire indispensables dans toutes les sphères de la vie : s'adapter au contexte interculturel, analyser une situation, prendre la parole en public, argumenter, savoir monter un projet collectif, développer une autonomie d'action, etc.

En raison de la diversité de ces dispositifs, qui impliquent des missions de courte ou de longue durée, le secteur du VIES propose à l'ensemble des citoyens un véritable parcours d'engagement composé d'opportunités d'œuvrer pour l'environnement tout au long de la vie, à l'international et en France

Les programmes de volontariat sont réalisés en grande majorité par des jeunes. Par exemple, au 31 décembre 2022, ont été comptabilisées [1630 missions de volontariat en solidarité internationale](#). Parmi ces VSI, plus de la moitié (61 %) est effectuée par des jeunes entre 18 et 30 ans. De nombreux VSI ont réalisé auparavant des missions de service civique ou un premier engagement à travers des chantiers.

Un environnement politique favorable et un programme d'action en faveur des jeunes sont nécessaires pour que ceux-ci puissent jouer un rôle actif dans la lutte contre le changement climatique. Une approche inclusive de l'élaboration et de la mise en œuvre des programmes gouvernementaux peut jouer un rôle important dans le soutien des efforts des jeunes en faveur d'une société plus résiliente face à la crise environnementale actuelle.

Voici trois exemples de cette mise en œuvre favorable à l'engagement des jeunes dans le cadre des politiques de solidarité internationale de la France, et notamment en lien avec les enjeux environnementaux :

- L'insertion intégrale des jeunes, c'est-à-dire à la fois économique/professionnelle, sociale/citoyenne et environnementale/climatique, constitue un enjeu structurant de la stratégie 100 % Lien social de l'AFD. Ainsi, elle prévoit que pour au moins la moitié de ses projets, les jeunes en soient acteurs. En outre, depuis 2017, l'AFD a mis en place un groupe de concertation sur l'Éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale (ECSI). Dans ce cadre, un argumentaire commun aux organisations de ce groupe est paru en 2021, et une étude est en cours pour réaliser un panorama de l'ECSI aux Suds.
- Dans le [document d'orientation stratégique société civile et engagement citoyen](#) pour la période 2023-2027, le MEAE consacre un volet à son action pour le dialogue avec la jeunesse et à son engagement à travers le volontariat, notamment sur les questions environnementales.

- Le 24 avril 2024, [la restitution du rapport du Groupe de travail "Jeunes"](#) du Conseil National du Développement et de la Solidarité Internationale (CNDSI) a mis en lumière l'importance d'une politique de développement plus inclusive et participative. La Secrétaire d'État a annoncé la rédaction prochaine d'une feuille de route sur les jeunes dans l'action extérieure de la France. Elle a également annoncé l'accompagnement et l'inclusion de 10 jeunes par an dans les délégations internationales de la France.

3. Périmètre de l'étude

a) Les dispositifs étudiés

En termes de dispositifs de volontariat dans le cadre de cette étude, les membres ont choisi de se concentrer sur :

- [Le service civique à l'international](#) (SCI), qui est un volontariat d'initiation destiné aux jeunes, géré par l'Agence du service civique, dont France Volontaires est un membre fondateur. France Volontaires contribue à l'évaluation des projets internationaux. Le service civique inclut les jeunes de 18 à 25 ans (30 ans pour ceux en situation de handicap), sans condition de diplôme, d'expérience ou de formation préalable. Les participants peuvent être français ou étrangers résidant en France, y compris les Européens ou des jeunes de nationalité des pays accueillant des volontaires français, dans le principe de réciprocité. La majorité des volontaires ont un niveau Bac+2, 68% sont des femmes, et les principaux pays d'accueil sont en Europe, notamment l'Allemagne, l'Espagne, et la Belgique. Les missions de service civique à l'international couvrent cependant les cinq continents et 73 pays. La durée de l'engagement varie de 6 mois minimum à 12 mois maximum, dont tout ou partie (au moins 3 mois) peut se dérouler à l'international. Le service civique n'est pas renouvelable, et chaque personne ne peut effectuer qu'un seul service civique.
- [Le volontariat de solidarité internationale](#) (VSI), soutenu par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, qui permet à environ 2000 personnes chaque année d'accomplir des missions d'intérêt général à l'étranger dans les domaines de la coopération au développement et de l'action humanitaire. Ouvert à toute personne sans condition d'âge ni de nationalité, le VSI s'adresse principalement à des volontaires jeunes (environ 60 % ont moins de 30 ans) et diplômés. Les missions durent jusqu'à 2 ans et contribuent à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD). Les volontaires bénéficient de droits définis dans un contrat, mais l'exercice d'une autre activité professionnelle est exclu. La loi de programmation du 4 août 2021 étend le dispositif en permettant l'accueil de volontaires étrangers en France en vertu du principe de réciprocité.
- [Le volontariat d'échanges et de compétences](#) (VEC) est une catégorie de missions de volontariat pouvant prendre plusieurs formes tout en conservant la notion d'échange et de transfert de compétences spécifiques (et/ou expertise) comme élément central. Il a vocation à attirer des profils qui ne peuvent s'engager sur une longue durée, mais qui souhaitent pourtant s'investir dans la solidarité internationale. Ainsi, le volontariat d'échanges et de compétences peut se construire dans le cadre de dispositifs déjà existants tels que le congé de solidarité, le congé de solidarité internationale etc. Dans les deux cas, la garantie d'un cadrage qualitatif des missions proposées (identification des besoins, accompagnement du volontaire, pertinence des partenariats, montée en compétence des parties prenantes etc.) est assurée par l'association porteuse d'un projet VEC.

L'étude s'intéressera tout autant aux volontaires français qu'aux volontaires internationaux œuvrant en France dans le cadre du principe de réciprocité.

Les consultants sont libres d'ajuster le périmètre des dispositifs en fonction de la méthodologie proposée et du budget.

b) Cibler les missions de volontariat en lien avec l'environnement

Les membres du groupe de travail aspirent à une approche complète du sujet, en choisissant un **périmètre large** qui touche à toutes les dimensions de la problématique environnementale (climat, biodiversité, etc.) englobant la nature variée des missions de volontariat (sensibilisation, plaidoyer, renforcement de capacités, missions techniques, gestions de projets...), contribuant directement ou indirectement aux enjeux environnementaux. Pour parvenir à cet objectif de définition des missions de volontariat en lien avec les enjeux environnementaux, le groupe de travail a défini collectivement les caractéristiques permettant de se mettre précisément d'accord sur l'objet à étudier.

Critères de définition de l'objet d'études par les membres du groupe de travail	Détail
Domaines de mission	La préservation de l'environnement, la protection de la biodiversité, le climat, la préservation des habitats naturels, le développement d'énergies renouvelables, l'agroécologie, la gestion des déchets, l'accès à l'eau et l'assainissement, le développement d'activités génératrices de revenus pour les communautés locales, le plaidoyer auprès des autorités ainsi que l'éducation/sensibilisation du grand public etc.
Fonctions du volontaire	Sensibilisation, plaidoyer, renforcement de capacités, missions techniques, gestion de projets
Lieux de mission	Points géographiques (continent, pays), type d'espace (littoral, forêt) et/ ou par type de zone sensible (ex : Amazonie, Bassin du Congo)
Dimension environnementale	Déterminer la contribution de la mission aux enjeux environnementaux
Dispositifs de volontariat	Durée de mission (missions courtes/missions longues), objectifs de la mission (missions techniques et/ou davantage ciblées initiation/échange)
Parties prenantes des dispositifs de volontariat	Volontaires, structures d'accueil, structures d'envoi, politiques nationales
Fonction de la structure d'accueil	Implication directe ou indirecte de la structure dans les enjeux environnementaux
Agendas nationaux, internationaux	Agenda 2030, feuilles de route de mise en œuvre des ODD, etc.
Dimensions transversales	Jeunesse, genre

c) Ancrer l'étude dans le cadre évaluatif des ODD

L'Agenda 2030 est adopté le 25 septembre 2015 par l'assemblée générale des Nations unies, lors d'un sommet réunissant à New York plus de 160 chefs d'État et de gouvernement et de ministres. Il est assorti de 17 objectifs thématiques : les Objectifs de développement durable (ODD).

Les 17 ODD sont interconnectés, reconnaissant que les interventions dans un domaine affecteront les résultats dans d'autres et que les aspects sociaux, économiques et environnementaux doivent s'équilibrer.

Les ODD sont des outils de mesure composés au total de 169 cibles (qui sont en quelque sorte des sous objectifs) liées entre elles, s'adressant à tous types d'acteurs et précisant leurs contenus. Les 17 ODD et leurs 169 cibles doivent être mis en œuvre par tous les pays ayant adopté l'Agenda 2030 et ces derniers sont invités à rendre compte annuellement de leurs progrès devant le Forum Politique de Haut Niveau pour le développement durable (FPHN) des Nations unies. Pour suivre les progrès accomplis à l'échelle mondiale vers l'atteinte des ODD, les 169 cibles sont adossées à une liste de 244 indicateurs – statistiques quantitatifs ou qualitatifs. Ces indicateurs, tels qu'ils ont été définis, sont destinés à servir de fondement principal pour suivre les progrès accomplis dans tous les pays vers la réalisation des ODD. Les indicateurs mondiaux ne sont donc pas nécessairement applicables à tous les contextes nationaux, du fait des caractéristiques propres à chaque pays. Les États peuvent donc, s'ils le souhaitent, définir leur propre jeu d'indicateurs pour le suivi des ODD au niveau national.

Ladite étude s'inscrit en continuité avec le premier travail du programme d'études portant sur la [contribution du volontariat international à l'Agenda 2030](#) (focalisé alors sur l'ODD4 relatif à l'éducation) en s'attachant cette fois à démontrer le rôle positif du VIES sur les enjeux environnementaux, notamment par la contribution aux **ODD du pilier planète** :



Pour rappel, ce pilier vise à protéger notre planète pour répondre aux besoins des générations actuelles et futures. Il s'agit d'assurer une production et consommation durable de nos ressources, de préserver la qualité de l'air et une biodiversité riche de manière à limiter le réchauffement climatique et protéger les citoyens des catastrophes naturelles qui en découlent.

L'ODD 11, intitulé Villes et communautés durables, sera également intégré à l'étude. Il est composé de différents objectifs portant sur la préservation du patrimoine naturel et la réduction de l'impact environnemental négatif des villes par habitant.

En outre, **l'ODD 17**, intitulé « Partenariats pour la réalisation des objectifs », permettra également de démontrer l'aspect partenarial du volontariat, ainsi que le rôle complémentaire des différentes parties contribuant à un but commun et à un impact collectif. Les missions de volontariat sont, en effet, systématiquement coconstruites dans le cadre d'un écosystème d'acteurs (états, structures d'acteurs et d'envoi, volontaires), œuvrant ensemble.

III. Méthodologie et productions

1. Démarche d'études

a) Une étude en trois phases

Dans cette partie, il sera précisé, pour chacune des phases de l'étude, les attentes en termes de questions de recherche et d'outils méthodologiques.

Dans sa proposition, les consultants devront donner un premier approfondissement de ces pistes proposées par France Volontaires et ses membres. La phase de cadrage sera l'occasion de proposer une méthodologie et des questionnements définitifs pour l'ensemble des trois parties de l'étude.

➤ **Phase initiale : Cadrage**

Afin de s'accorder sur la méthodologie à adopter pour cette étude, les consultants devront rédiger une note de cadrage à l'attention de France Volontaires et du groupe de travail.

Pour ce faire, elle :

- Consultera la base documentaire et la revue de littérature fournies par France Volontaires (documents/initiatives pertinents dans le cadre de l'étude)
- Mènera des entretiens exploratoires (6 à 8 entretiens) auprès des membres du comité de pilotage de l'étude

➤ **1 ère phase : Typologie et panorama**

Le premier volet envisagé de l'étude vise à collecter puis sélectionner les critères et indicateurs qui permettront de mesurer avec précision la contribution du VIES aux enjeux environnementaux. Cette interrogation porterait sur la qualification des enjeux, l'inclusivité et l'adaptation des approches (approche intégrée, de proximité...) ainsi que les contributions à l'essor de transition plurielles (réciprocité, renforcement des capacités du volontaire et des structures...). Ces éléments seront indispensables pour dresser un panorama des liens entre VIES et enjeux environnementaux. L'idée consiste à faire émerger une photographie globale, sans se focaliser sur des terrains en particulier. Un tel travail permettrait tant de rendre compte de la diversité des termes utilisés que de mettre en lumière les phénomènes difficilement observables, faute d'utiliser des indicateurs suffisamment adaptés.

Question	Sous-questions	Outils méthodologiques envisagés
Quel panorama global est-il possible de dresser sur l'ensemble des programmes et missions de VIES portant sur les enjeux environnementaux ?	Quels sont les critères les plus adéquats pour caractériser et circonscrire la contribution du VIES aux enjeux environnementaux ? Dans quelle mesure les critères couramment utilisés sont-ils les plus adaptés pour décrire ce phénomène ? A partir de ces éléments, quel état des lieux peut-on dresser du VIES associés aux enjeux environnementaux ?	Analyse documentaire, analyse de données, entretiens en groupe avec les acteurs du secteur (Partenaires institutionnels, structures d'envoi/accueil, volontaires)

➤ **2^{ème} phase : Mesure des effets**

Ce second volet s'intéressera aux effets positifs du volontariat international d'échange et de solidarité sur les enjeux environnementaux. Cette démarche permettra d'évaluer les potentialités de changement provoqués par le VIES sur son environnement d'intervention (structures d'accueil, place du volontariat dans les politiques publiques des pays partenaires etc.) ainsi que sur les différentes parties-prenantes (volontaires, structures d'accueil/d'envoi etc.).

Pour ce faire, une étude de cas sera menée dans un pays partenaire accueillant plus particulièrement des volontaires œuvrant sur des enjeux environnementaux. Un questionnaire sera également diffusé auprès d'anciens volontaires ayant mené des missions en lien avec les enjeux environnementaux. Dans leur réponse à l'offre, il sera demandé à aux consultants de proposer la période la plus adéquate pour interroger les volontaires à leur retour. Ce questionnaire portera sur leur perception de leur contribution aux enjeux environnementaux durant leur mission, ainsi que sur la manière dont ils estiment y avoir contribué. En outre, ce questionnaire permettra d'identifier d'éventuelles variations selon les fonctions des volontaires.

Ici, nous nous focaliserons donc sur la mesure des effets plutôt que sur une mesure d'impact. En effet, cette dernière nécessite de prendre en compte et de délimiter l'ensemble des dimensions de la crise environnementale, ce qui ne serait pas réalisable dans les conditions de cette étude.

Dans cette optique, les consultants devront se baser sur les conclusions de la première phase de l'étude et mettre en place, avec les membres du groupe de travail, des indicateurs de mesure basés sur les objectifs de développement durable.

Question	Sous-questions	Outils méthodologiques envisagés
Quels effets le volontariat a-t-il sur les enjeux environnementaux tant au niveau des volontaires, des territoires d'intervention que de la relation partenariale ?	<p>Comment les outils d'accompagnement/formation des volontaires renforcent-ils leur pouvoir d'agir sur les enjeux environnementaux ?</p> <p>Quels sont les effets du dialogue interculturel sur la contribution du VIES aux enjeux environnementaux ?</p> <p>Comment les missions de volontariat parviennent-elles à provoquer des changements à court, moyen ou long terme ?</p> <p>Comment la relation partenariale, inhérente au volontariat encourage-t-elle la contribution aux enjeux environnementaux ?</p> <p>Comment une expérience de volontariat international influe-t-elle sur le parcours</p>	<p>Analyse documentaire des bilans de fin de mission et évaluations existantes,</p> <p>Entretiens avec structures d'accueil et partenaires institutionnels</p> <p>Questionnaire auprès des volontaires en lien avec les enjeux environnementaux, en retour de mission depuis au moins six</p>

	d'engagement des individus en lien avec les enjeux environnementaux ?	mois jusqu'à deux ans. Une étude de cas dans un pays partenaire
--	---	--

➤ **3^{ème} phase : Analyse et recommandations coconstruites**

L'étude sera clôturée par un atelier participatif conçu et animé par les consultants afin d'élaborer, avec l'ensemble des membres du groupe de travail, les enseignements et recommandations à tirer des résultats des deux phases précédentes de l'analyse.

Pour ce faire, une première présentation des résultats sera faite aux membres du groupe de travail. A partir de ces retours d'analyse, les membres de la plateforme coconstruiront des recommandations pour le secteur.

Les résultats de cette réflexion partagée viendront ensuite nourrir les actions de plaidoyer, de relations institutionnelles, et de communication de France Volontaires et de ses membres.

Parallèlement, ce travail aura également comme ambition d'observer les freins comme les opportunités au développement qualitatif et quantitatif de missions de volontariat à l'international en lien avec les enjeux environnementaux.

Question	Outils méthodologiques envisagés
Au vu des enjeux environnementaux actuels, quels sont les atouts du VIES pour faire face à la situation ?	Atelier de co-construction des recommandations avec les membres du groupe de travail

b) Points d'attentions

➤ **Difficulté de mesure du volontariat à travers les ODD**

Comme mentionné précédemment, cette étude s'inscrira en continuité avec le premier travail du programme d'études portant sur la contribution du volontariat international à l'Agenda 2030 (focalisé alors sur l'ODD4 relatif à l'éducation).

A l'instar de nombreuses autres analyses sur le sujet, cette production relève des difficultés de mesure, en raison de la contribution simultanée des volontaires à différents ODD. En conséquence, cette première étude de France Volontaires préconise de valoriser l'action des volontaires en utilisant des « indicateurs qualitatifs » (montée en compétences des acteurs, innovation/nouveauté apportée, etc.), davantage en mesure de rendre compte de leur action transversale.

Dans le cadre de sa proposition méthodologique, les consultants sont encouragés à préciser comment elle envisage d'utiliser cette approche et la réadapter.

➤ **Triangulation des informations :**

Les consultants seront amenés à utiliser des outils à la fois quantitatifs (bases de données, questionnaires etc.) et qualitatifs (entretiens semi-directifs et en groupe) en interrogeant l'ensemble des parties prenantes du secteur du volontariat (structures d'accueil, structures d'envoi et volontaires).

Employer plusieurs méthodes d'investigation et confronter les points de vue, dans un secteur où la dimension partenariale est prépondérante, permettra d'autant plus de renforcer la diversité et la solidité des données récoltées.

En outre, France Volontaires mettra à disposition des consultants une base documentaire ainsi qu'une revue de littérature, composée d'articles scientifiques et de documents de travail, qu'ils devront prendre en compte dans leurs analyses.

2. Terrain

Durant la deuxième phase de l'étude traitant des effets du VIES sur les enjeux environnementaux, une étude de cas d'une zone géographique particulièrement vulnérable aux enjeux climatiques sera mis en place.

Il s'agira d'un terrain, situé dans un pays couvert par une représentation de France Volontaires afin d'assurer le bon déroulement de l'analyse.

Le programme [Volontaires pour la Grande Muraille Verte](#) (2023-2025) pourrait, à titre indicatif, faire l'objet d'une attention particulière. Comme mentionnée précédemment, il vise à soutenir des projets impactant menés dans 4 pays du Sahel contre la désertification et la sécheresse à travers la mobilisation de formes complémentaires de volontariat internationaux ou nationaux. Un focus sur les activités menées au Sénégal dans le cadre de ce programme pourrait être effectué. Dans le cadre de Volontaires pour la Grande Muraille Verte, dix-sept missions de volontariat en lien avec les enjeux environnementaux sont réalisées dans ce pays. Les consultants sont libres de proposer d'autres pistes de terrain d'étude en lien avec ce qui aura été identifié dans le cadre du panorama.

3. Livrables attendus

a) Note de cadrage

A l'issue du travail de cadrage initié par les consultants, une note récapitulative sera soumise au comité de pilotage pour validation définitive.

b) Livrable intermédiaire

A mi-parcours, le rapport intermédiaire visera à rendre compte des premiers résultats de l'étude aux membres du groupe de travail et à se projeter plus facilement dans la diffusion des résultats finaux de l'étude.

c) Rapport final

Il intégrera les résultats de l'étude ainsi que les recommandations coconstruites avec les membres.

d) Synthèse

Le rapport d'étude fera l'objet d'une ou des synthèses rassemblant les principaux résultats de l'étude et recommandations. Ce livrable permettra une communication plus large de ce travail auprès de personnes moins familières des études.

4. Visibilité

a) Edition des livrables

Le rapport et la synthèse de l'étude devront respecter le format collections du programme d'études de France Volontaires ainsi que la Charte Etat.

Les informations chiffrées, telles que les analyses de questionnaires et/ou de bases de données, devront être présentes sous forme de graphiques ou d'infographies afin de faciliter la lecture au plus grand nombre.

La synthèse du rapport sera traduite en anglais et en espagnol.

b) Restitutions

Les résultats feront l'objet d'une restitution en présence des consultants auprès des membres de France Volontaires.

D'autres restitutions de l'étude seront ensuite réalisées par l'équipe de France Volontaires en compagnie de membres et/ou partenaires de la plateforme.

A titre d'exemple, lors d'un projet similaire d'étude multi-acteurs, les résultats ont successivement fait l'objet de trois restitutions d'ampleur auprès des membres et partenaires de France Volontaires (environ 30 structures), du groupe international de recherche de Forum ainsi que de l'Union Africaine. De façon concomitante, les résultats de l'étude serviront également d'appui à des actions de plaidoyer et d'amélioration des pratiques.

5. Moyens humains et expertise

a) Budget

Le budget prévisionnel pour cette consultance s'élève à un maximum de 30 000 euros TTC. Ce budget couvrira l'ensemble des frais liés à la consultance (honoraires, frais de déplacement, frais de gestion...). Les honoraires ne devront pas dépasser 600 euros TTC par jour.

Cette étude est financée par France Volontaires et le Commissariat général au développement durable - Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires.

b) Moyens humains

Les consultants auront précisément la charge de :

- L'élaboration des outils d'enquête quantitatifs comme qualitatifs
- L'analyse des résultats
- La rédaction des livrables

Ils agiront en collaboration avec le coordinateur de l'étude, chargé de mission études au sein du Service Reconnaissance et Valorisation de France Volontaires, qui agira en tant que point focal avec les trois instances de gouvernance de l'étude.

Instance	Rôle	Nombre estimatif d'interlocuteurs
Groupe de travail	Large instance se réunissant ponctuellement aux moments clefs de l'étude (définition des enjeux, points intermédiaires, restitution)	15
Comité de pilotage	Groupe réduit permettant d'affiner, aux côtés de France Volontaires, le cadrage de l'étude ainsi que les différents livrables	6
Comité technique	Comité très réduit des personnes assurant le bon déroulement de l'étude au quotidien	3

6. Calendrier

En fonction du dimensionnement final du projet, l'objectif serait de produire un livrable de l'étude d'ici le premier semestre 2025.

Première réunion du groupe de travail	14 février 2024
Recherche de partenaires méthodologiques et/ou financiers, rédaction des termes de référence	Février - Mai 2024
Lancement AMI et recrutement des consultants	Juin - Juillet 2024
Réalisation de l'étude	Septembre - Décembre 2024
Rédaction du rapport final et de la synthèse	Premier trimestre 2025
Restitution	1e et 2e trimestre 2025

IV. Consultance

1. Profil recherché

L'enquête sera réalisée par une équipe de consultants réunissant les expériences, connaissances et compétences suivantes :

- Compétences et expériences significatives en sciences sociales et politiques
- Compétences et expériences avérées dans l'animation de dynamiques d'études multi-acteurs
- Très bonne connaissance de l'Agenda 2030 et des Objectifs de développement durable (ODD), ainsi que des autres agendas nationaux et internationaux en lien avec les questions environnementales
- Bonnes connaissances des enjeux relatifs aux enjeux environnementaux et climatiques concernant la mesure d'effets via les Objectifs de développement durable (ODD)
- Bonnes connaissances des méthodes d'enquête quantitatives comme qualitatives
- Possession et maîtrise de logiciels/solutions de création de questionnaires, d'analyse de données voire de datavisualisation exigée

- Bonnes connaissances des contextes de déploiement des volontaires à l'international (réseaux d'acteurs, maillage territorial ...)
- Collaboration souhaitable avec un ou plusieurs consultants à l'international pour la conduction des terrains au sein des pays partenaires
- Maîtrise de l'anglais indispensable
- La bonne connaissance et/ou l'expérience des secteurs associatif, du volontariat et de la jeunesse est un atout

2. Modalités de candidature

Pour sélectionner les consultants qui réaliseront cette étude, France Volontaires diffusera sur son site internet un appel à manifestation d'intérêt public pour lequel les candidats devront transmettre les pièces suivantes :

- La compréhension et les observations sur les termes de références
- La méthodologie proposée assortie de la présentation des outils envisagés pour la collecte de données
- Un chronogramme détaillé
- Les CV des consultants
- Un budget détaillé

Les dossiers devront être transmis au plus tard le **22 juillet 2024** à 18h (heure de Paris), aux courriels suivants : nelly.allard@france-volontaires.org et clarisse.bourjon@france-volontaires.org

Tous les dossiers reçus après la date indiquée ou envoyés à toute autre adresse ne seront pas pris en compte.

Les candidats présélectionnés seront reçus en entretien, durant la semaine du 29 juillet 2024, par le comité de pilotage de l'étude, composé des équipes de France Volontaires et de ses membres.